

La crise accentue l'intérêt pour le microcrédit

Date	06/02/2009
Link	http://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2009/02/06/la-crise-accentue-l-interet-pour-le-microcredit_1151682_3244.html
Author	Marie-Béatrice Baudet et Anne Michel, avec Marie Delcas à Bogota
Source	Le Monde

La crise économique va-t-elle renforcer la demande en matière de microcrédit ? Pour le moment, le phénomène n'est pas quantifiable. Mais sur le terrain, d'un bout à l'autre de la planète, les acteurs de la microfinance, qui permet aux plus démunis d'avoir accès au crédit et de démarrer une activité économique, témoignent de l'arrivée à leurs guichets de nouveaux clients, victimes de la crise.

"Depuis quelques semaines, nous avons des demandes de la part de menuisiers, de couturières, de coiffeurs, qui se tournent vers nous parce que leurs banques ne veulent pas ou plus leur prêter", constate Nouredine Ayouch, président de la fondation Zakoura, l'une des grandes institutions marocaines de microcrédit.

Pancho Otero, directeur de l'Institut des politiques pour la microentreprise de Santa Cruz (Bolivie), confirme que, dans certains pays du continent américain, "très dépendants de l'économie américaine, la hausse du chômage va engendrer une augmentation de l'économie informelle mais aussi une progression de la demande en microcrédit", bouée de sauvetage pour les exclus.

Selon de nombreux experts, le microcrédit devrait donc jouer un rôle d'amortisseur pour le chômage. Cette fonction n'est pas négligeable alors que, selon le Bureau international du travail (BIT), la crise devrait faire basculer jusqu'à 176 millions de travailleurs dans la pauvreté en 2009. "Le séisme financier actuel a montré comment les banques se sont échappées dans une bulle virtuelle, tandis que le microcrédit est, lui, relié à l'économie réelle", estime Maria Nowak, présidente, en France, de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

Demande vigoureuse au Nord

Pour Mme Nowak, qui fut l'une des premières à importer en Europe cette forme de financement née dans les pays en développement, le recours au microcrédit pourrait concerner le Sud et le Nord. "Beaucoup de salariés se retrouvent à la rue du fait des nombreux plans sociaux, le travail indépendant se développe, nous le constatons en France, dit-elle. Le microcrédit permet aux chômeurs d'obtenir un premier revenu, il constitue, en temps de crise, un puissant levier d'insertion professionnelle et sociale."

La France n'est pas seule à percevoir l'intérêt de la microfinance. Aux Etats-Unis, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton compte parmi ses plus fervents soutiens. Et, fait symbolique, le Bangladais Muhammad Yunus, considéré comme le père du microcrédit à travers sa fameuse Grameen Bank, vient d'y implanter ses premières agences.

Sébastien Duquet, directeur général de l'association **PlaNet Finance**, confirme que le marché va être porté par une demande vigoureuse dans les pays du Nord, notamment en Europe, où, "dans quelques mois, face au chômage, les gens reprendront leur bâton d'entrepreneur". Mais, estime-t-il, "la crise va aussi se traduire par un inévitable resserrement du crédit et une montée des taux de risques pour les institutions de microfinance, confrontées à la hausse des impayés ou au surendettement".

Le séisme actuel porte donc en germe des risques de contraction de l'offre. Les économistes se demandent ainsi dans quelle mesure les besoins supplémentaires pourront être satisfaits. Les grands soutiens financiers du microcrédit - banques, fonds d'investissement, donateurs privés et institutions financières internationales - sont fragilisés par la débâcle financière.

En réponse à ces interrogations, la Banque mondiale a annoncé, jeudi 5 février, la création, en coopération avec l'Allemagne, d'un fonds de 500 millions de dollars (390 millions d'euros) qui vise à soutenir les institutions de microfinance. L'Union européenne pourrait, elle aussi, renforcer ses dotations à la microfinance en Europe.

L'enjeu économique commence, de fait, à être bien perçu par les bailleurs internationaux et la classe politique. En 2007, plus de 100 millions de familles auraient bénéficié d'un microprêt. Pour Emmanuel de Lutzel, responsable de la microfinance chez BNP Paribas, il ne faut être "ni euphorique, ni catastrophiste : le secteur va continuer son bonhomme de chemin, comme ce fut le cas en 1997 lors de la crise asiatique". "Il y a 150 millions d'emprunteurs dans le monde, dit-il, mais 3 milliards de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour".

La crise accentue l'intérêt pour le microcrédit

La Banque mondiale a annoncé la création d'un fonds de soutien à ce mode de financement alternatif

Région	Institutions de microfinance	Clients (emprunteurs)
AMÉRIQUE DU NORD ET EUROPE DE L'OUEST	127	0,18
AMÉRIQUE DU SUD ET CARAÏBES	613	7,4
AMÉRIQUE DU SUD ET EUROPE DE L'OUEST	1 727	129,4
ASIE DU SUD ET ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	83,2 % des emprunteurs	des hommes
EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE	3 552 institutions	de microfinance
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT	154,8 milliards	de prêts
AFRIQUE	15 à 25 milliards	de prêts

80 % de la population mondiale est exclue du système financier classique

La crise économique va-t-elle multiplier la demande en matière de microcrédit ? Pour le moment, le phénomène n'est pas quantifiable. Mais sur le terrain, il n'est pas à l'ordre du jour. Les acteurs de la microfinance, qui permettent aux plus démunis d'avoir accès au crédit et de développer une activité économique, témoignent de l'intérêt de leurs collègues de nouveaux clients, victimes de la crise.

« Depuis quelques semaines, nous avons des demandes de la part de institutions, de associations, de cofinanciers, qui se tournent vers nous parce que leurs banques ne veulent pas ou plus leur prêter », constate Mouradine Ayouch, présidente de la fondation Zakoura, l'une des grandes institutions marocaines de microcrédit.

François Olier, directeur de l'Institut des politiques pour la microentreprise de Santa Cruz (Bolivie), confirme que, dans certains pays du continent américain, « les déposants de l'économie américaine, le hausse de chômage engendrent une diminution de l'économie et l'économie n'est pas assez dynamique pour le chômage ». Cette situation n'est pas singulière alors que, selon le Bureau International du Travail (BIT), la crise devrait faire basculer jusqu'à 176 millions de travailleurs dans la pauvreté en 2009. « Le système financier actuel a montré comment les banques se sont déchargées dans une bulle virtuelle, tandis que le microcrédit est, lui, resté à l'économie réelle », estime Martine Nowak, présidente, en France, de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

Demande vigoureuse au Nord
rue M. Nowak, qui est l'une des premières à importer en Europe cette forme de financement née dans les pays en développement, le recours au microcrédit pourrait concerner le Sud et le Nord. « Beaucoup de salariés se retrouvent à la rue du fait des nombreux plans sociaux, le travail indépendant se développe, nous le constatons en France », dit-elle. Le microcrédit permet aux chômeurs d'obtenir un premier revenu, il constitue, en temps de crise, un puissant levier d'insertion professionnelle et sociale.

La France n'est pas seule à percevoir l'intérêt de la microfinance. Aux États-Unis, la secrétaire d'État Hillary Clinton compte parmi ses plus fervents soutiens. Et, fait symbolique, le Bangladais Muhammad Yunus, considéré comme le père du microcrédit à travers sa fameuse Grameen Bank, vient d'implanter ses premières agences.

Sébastien Duquet, directeur général de l'association Plafet Finance, confirme que le marché va être porté par une demande vigoureuse dans les pays du Nord, notamment en Europe, où, « dans quelques mois, face au chômage, les gens reprendront leur façon d'entreprendre ». Mais, estime-t-il, « la crise va aussi se traduire par un lent mais inexorable resserrement du crédit et une montée des taux de risques pour les institutions de microfinance, conjugués à la hausse des emprunts au développement ».

Le système actuel porte donc en germe des risques de contraction de l'offre. Les économistes se demandent ainsi dans quelle mesure les besoins supplémentaires pourront être satisfaits, les grands institutions financiers du

microcrédit – banques, fonds d'investissement, donateurs privés, institutions financières internationales – sont fragilisés par la dette financière.

En réponse à ces interrogations, la Banque mondiale a annoncé, jeudi 5 février, en coopération avec l'Allemagne, la création d'un fonds de 500 millions de dollars (390 millions d'euros) qui vise à soutenir les institutions de microfinance. L'Union européenne pourrait, et aussi, renforcer ses dotations à la microfinance en Europe.

L'enjeu économique commence, de fait, à être bien perçu par les bailleurs internationaux et la classe politique. En 2007, plus de 100 millions de familles auraient bénéficié d'un microprêt. Pour Emmanuel de Lutzel, responsable de la microfinance chez BNP Paribas, il ne faut être « ni euphorique, ni catastrophiste ». Le secteur va continuer son bonhomme de chemin, comme ce fut le cas en 1997 lors de la crise asiatique. « Il y a 150 millions d'emprunteurs dans le monde, dit-il, mais 3 milliards de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour ».

Marie-Élodie Baudouin
Anne Miché
avec Marie Delcas à Bangor

A New York, le Nobel de la paix, Muhammad Yunus, porte la bonne parole et ouvre une succursale de sa banque

New York
Correspondant
La salle est comble, ce 27 janvier, à l'université Columbia de New York. Le Prix Nobel Muhammad Yunus y présente son ouvrage *Créer un monde sans pauvreté*. L'audience se partage en deux : des fans altermondialistes américains et des étudiants en business management, un peu étonnés d'être là. Par les temps qui courent, les vieilles recettes ont du plomb dans l'aile.

C'est à eux que le promoteur du microcrédit fait la leçon. « Je ne connais rien à la banque, j'ai vite compris qu'il faut faire exactement l'inverse de ce qu'elles font. Elles s'adressent aux riches, aux urbains, aux hommes ; elles exigent des garanties, emploient des armées de juristes et font signer des contrats compliqués. Moi, je vais vers les pauvres et je privilégie les femmes. Aucune garantie demandée, pas de délais contraignants de remboursement. Et ma banque, Grameen, n'emploie pas de juristes ; nos contrats tiennent en quelques lignes ».

Quand trois millions d'emprunteurs immobiliers et un million sur carte bancaire sont insolvables aux États-Unis, l'affirmation de M. Yunus selon laquelle, chez Grameen, « le taux de remboursement dépasse 99 % » fait mouche. D'ailleurs, son impact est tel qu'il a ouvert, en juillet 2008, une succursale, au cœur de New York, dans le quartier de Queens. Il y a envoyé un de ses vieux cadres bangladais, Shah Nawaz, pour former du personnel américain. La crise ou le monde à l'envers.

Depuis son installation, cette succursale a distribué 474 prêts.

Montant moyen : 2 200 dollars (1 700 euros). Les bénéficiaires doivent être en situation régulière et avoir des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Ce sont, à 100 %, des femmes, « immensément plus fiables que les hommes pour un banquier », a expliqué M. Yunus aux étudiants ahuris. Finalité habituelle des prêts : gardeuse d'enfants, santé, couture-manucure, etc.

Taux dégressif, le contraire même des subprimes : 15 % au départ, 7 % à la fin. Délai moyen de remboursement : un an. Aucune pénalité en cas de défaut. Taux de respect des délais : 99,5 %.

M. Yunus avait soutenu une initiative bancaire de ce genre, dans l'Arkansas, en 1985, lancée par un gouverneur nommé Bill Clinton. Un échec. Beaucoup, aux États-Unis, y compris parmi les militants associatifs, sont dubitatifs, jugeant le microcrédit « inadapté » à la mentalité américaine. Pas M. Yunus : « Ça ne marchera pas », fustige cet argument depuis la première agence dans un village bangladais. N'écoutez pas les banquiers et les spécialistes de la finance. Leur mentalité est bornée. Demandez plutôt aux bénéficiaires ».

Le 4 février, il a rencontré Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, qui a promis de soutenir sa requête : obtenir le statut de coopérative de crédit aux États-Unis, l'autorisant à y détenir des dépôts. « C'est le bon moment pour le faire », lui aurait dit le patron de la Fed. Grameen projette de s'installer en Californie, en Floride, en Louisiane, dans l'Arkansas et le Nebraska. « Puis partout ailleurs », dit Nora Shams, sa porte-parole.

Sylvain Cyp

Un secteur en croissance annuelle de 30 %
Origine. En 1983, Muhammad Yunus, jeune professeur d'économie, crée la Grameen Bank au Bangladesh. En 1997, la première campagne internationale de microcrédit est lancée. En 2006, M. Yunus et son organisation reçoivent le Prix Nobel de la paix. La Grameen dispose de près de 1 400 succursales et travaille dans plus de 500 000 villages dans le monde.

Marché. Selon les études menées par Plafet Finance, ONG fondée par Jacques Attali, le secteur du microcrédit connaît une croissance annuelle de 30 %. La demande potentielle est évaluée à 263 milliards de dollars (206 milliards d'euros). Près de 70 millions des clients de la microfinance vivent avec moins d'un dollar par jour.